



Aux personnes intéressées par les affaires du climat

La transition énergétique : la mouche du coche¹

*Je préfère avoir raison avec une petite minorité
que tort avec la grande majorité*

*Six forts Chevaux tiraient un **Coche**.
Femmes, Moines, Vieillards, tout était descendu.
L'attelage suait, soufflait, était rendu.
Une **Mouche** survient, et des Chevaux s'approche;
Prétend les animer par son bourdonnement ;
Pique l'un, pique l'autre, et pense à tout moment
Qu'elle fait aller la machine. (La Fontaine)*

En guise de préambule

Dans cette *Lettre*, il sera question de quelques-uns des thèmes qui forment l'axe autour duquel gravite aujourd'hui tout ce qui touche au climat. Elle traitera plus particulièrement de problèmes qui ont leur origine dans l'appropriation qui en a été faite par certains mouvements, appartenant clairement au registre de l'idéologico-politique. Ces mouvements tiennent le haut du pavé et ont bâti une muraille impénétrable entre la réalité et ce qu'ils en disent ; leur vision de l'avenir est fondée presque exclusivement sur des données fournies par des modèles. J'ai consacré une dizaine de pages de mon livre (pp. 52-60) à montrer leur peu de fiabilité. J'en donne quelques détails aux pages 14 et 15 de la présente *Lettre*. De là une pensée unique, impérialiste, qui empêche toute discussion. La thèse quasi-officielle est que la science a parlé et que le débat est clos. Une telle affirmation est l'expression d'une croyance qui est étrangère à la pensée scientifique. Une croyance aussi qui fait fi de nombre de travaux réalisés par des scientifiques de premier plan et dont les conclusions s'opposent frontalement au credo officiel.

Cette *Lettre d'information 9* est aussi l'occasion d'une mise au point concernant notre action.

¹ Allusion à une fable de La Fontaine, qui porte ce titre et dont on trouve un extrait dans l'épigraphe qui suit.

Des manières de dénigrer nos travaux

Preuve de l'inexistence

Il existe différentes manières de s'opposer à nos travaux. L'une des plus courantes, consiste à les mettre sur le compte d'une appartenance à un lobby industriel (pétrolier, nucléaire, etc.). Une accusation d'autant plus perverse **qu'il est impossible de prouver l'inexistence d'une chose qui n'existe pas** (voir ma *Lettre 7*, p. 3) : **Selon les règles ordinaires de la méthode scientifique, la charge de la preuve appartient à l'accusateur et non à l'accusé.** Et cela déjà pour une raison simple. Si l'action présumée coupable n'existait pas, comment prouver qu'elle n'existe pas. Comme le dit excellemment Serge Galam, enseignant à l'Ecole polytechnique de Paris, en bonne logique, il est impossible de prouver l'inexistence de ce qui n'existe pas !

Selon la bonne vieille règle, on dénigre la personne pour n'avoir pas à se coltiner ses arguments.

Nous serions des pollueurs irrespectueux

On nous conteste aussi en nous accusant d'être des pollueurs ou de ne pas avoir de respect pour l'environnement. Ici, ma défense est facile. J'ai prononcé en novembre 1994, à l'aula de l'auditoire François-Xavier Bagnoud de Sion, une conférence, qui a été reprise, partiellement dans une publication de 1998, puis dans une publication de 2003 sous le titre « La Nature et Nous ». En voici des extraits, qui répondent parfaitement à l'accusation dont il est ici question : « **Si l'air que l'on respire était visible, on hésiterait avant de laisser tourner un moteur** par paresse de l'arrêter ou par crainte d'user le démarreur. L'automobile n'est bien sûr pas seule en cause et la lutte doit s'étendre sur un large front. (...) »

» Dans les questions relatives à l'environnement on a d'un côté le monde économique et promotionnel, à l'intransigeance monolithique, de l'autre l'écologisme extrémiste au monolithisme intransigeant. Une analyse même sommaire des pièces du dossier et de la sensibilité des protagonistes porte à croire que les extrêmes se rejoignent quant aux conséquences : livrez la terre aux premiers, elle cesse rapidement d'être habitable; remettez-la aux mains des seconds et aussi vite l'homme n'y pourra plus respirer de peur de polluer, de travailler par crainte de déranger le biotope, de se détendre dans l'angoisse de troubler la Nature. »

Je signerai aujourd'hui, vingt-cinq ans plus tard, chaque mot de ce texte. J'y ajouterai que les mouvements écologistes extrémistes, cette grande machine à décréter des interdictions et des punitions, sont en train de combler, sûrement, leur retard sur les milieux de l'économie et de l'industrie, empêchant à leur manière l'homme de vivre. Dans ces différentes conférences et publications, j'ai formulé le vœu suivant : que le Valais, longtemps Far West de la Suisse, devienne son phare sud !

La mort des forêts en 1988

Je suis également intervenu en 1988, aux côtés des milieux environnementaux, à l'occasion de ce qu'on a appelé « la mort des forêts ». On retrouve sur Internet l'émission de *Canal9* de 1988 et celle du 11 janvier 2018 dans lesquelles j'ai défendu ces positions. J'avais également publié à l'époque un long article sur la question dans le quotidien *Le Nouvelliste*.

Comme je le disais dans ces écrits, et que je ne peux pas développer ici, la Terre est malade de son environnement, la pollution se fait menaçante. Mais il convient de regarder ces problèmes avec l'œil de la raison, à l'écart des psychoses hystériques qui tendent à se généraliser et des récupérations idéologico-politiques qui en font leur beurre. En particulier, il s'agit de mettre l'accent sur les vraies sources de pollution et ne pas s'acharner comme on le fait sur le CO₂, ce gaz si nécessaire à la vie. Il importe aussi d'être attentif à toutes les *fake news* qui fleurissent autour des phénomènes météorologiques, qui appartiendrait à la classe du « jamais vu » (voir mes *Lettres* : 6, page 2 ; 7, pages 1, 6, 8 et 9 ; 8, pages 5, 9 et 11), les fariboles autour des ours polaires, des précipitations qui iraient en augmentant et, parallèlement, la neige qui disparaîtrait, des réfugiés climatiques qui nous envahiraient, etc.

Comme l'écrit Pascal Bruckner² « L'écologie radicale (...) n'étant liée par aucun calendrier précis, elle échappe à l'épreuve de la vérification. Les écosystèmes mettant des siècles à répondre aux dégradations qu'on leur inflige, nous ne serons plus là pour vérifier si elle a eu tort ou raison. Nos oiseaux de mauvais augure gagnent à tous les coups. Si rien ne se passe, ils se flatteront : c'est grâce à nous. »

² Pascal Bruckner, *Le fanatisme de l'Apocalypse. Sauver la Terre, punir l'Homme*, Grasset, Paris, 2011, (pp. 101-102).

Sur quelques aspects actuels de la transition énergétique

■ Le rôle des volcans dans les émissions de CO₂

Ian Rutherford Plimer (né en 1946) est le plus connu des géologues australiens, professeur émérite des sciences de la terre à l'Université de Melbourne. Il a publié plus de cent vingt articles scientifiques et six livres. Il a été l'éditeur de *Encyclopedia of Geology*.

Plimer a publié en 2009 un livre de quelque 500 pages *Heaven and Earth. Global Warming : The Missing Science*, dont voici un extrait³ (p. 472) : « Voilà qui tire immédiatement la sonnette d'alarme au sujet de la fiabilité des mesures de CO₂. Les océans, les sols et les plantes absorbent déjà au moins la moitié des émissions de CO₂ anthropique et ces émissions sont minuscules dans l'équilibre de la nature. Par exemple, **les émissions de méthane des termites sont vingt fois plus puissantes que celles du CO₂ anthropique**, et les grosses éruptions volcaniques (p. ex. le Pinatubo) **émettent, en quelques jours seulement, l'équivalent d'une année d'émissions de CO₂ anthropique**. »⁴

Notre bataille contre le CO₂, outre le fait qu'elle n'a pas le sens qu'on lui a fixé, est l'histoire de la mouche du coche, qui pense venir efficacement en aide à six chevaux de trait !

■ Le ressenti de la température

« Selon une enquête Havas Paris Ipsos de 2015, 56% des Français affirment "ressentir l'augmentation des températures". »⁵ En fait, l'expérience seule peut trancher. Enfermer un certain nombre de personnes dans une enceinte isolée. L'équilibre thermique atteint, et à un moment choisi aléatoirement, augmenter discrètement la température de 0,7 °C – puisque c'est de cela qu'il s'agit ; et demander aux participants (indépendamment les uns des autres) d'actionner un signal au moment où ils perçoivent l'augmentation ! Je pense que nous aurons autant de réponses que de participants. Les voies de la psycho-physique sont obscures !

■ Système monocausal (à une seule cause)

« La notion même qu'un phénomène aussi complexe que le climat puisse avoir une explication monocausale, est peu vraisemblable », écrit Prud'Homme (2017, p. 44).

Dans les systèmes qui doivent plus à l'idéologie qu'à la science – comme c'est le cas dans les affaires du climat – l'explication monocausale peut se révéler téméraire, voire périlleuse. Les situations sont nombreuses dans lesquelles l'explication par le CO₂ faillit⁶, une nature indocile refusant d'obéir aux injonctions giécienne. L'obédience giécienne⁷ recourt alors à un

3 On lui doit aussi : *Not for greens*, (Préface de Patrick Moore co-founder of Greenpeace), Ballarat VIC, Connorcourt Publishing, 2014, p. 122.

4 Sauf lorsque le contraire est précisé, toutes les mises en gras sont de JCP.

5 Rémy Prud'Homme, *L'idéologie du réchauffement. Science molle et doctrine dure*, Éditions de L'Artilleur / Toucan, Paris, 2015. Les deux livres de Prud'Homme signalés dans les notes de la présente *Lettre* sont tout à fait remarquables.

6 Baisse de température en pleine montée du CO₂, petit optimum du Moyen Âge, niveau des océans qui ne veut pas augmenter au rythme décrété par les oracles, ours polaires qui n'entendent pas disparaître, des réfugiés climatiques qui n'existent pas, etc.

7 « L'obédience giécienne ». Par cette locution j'entends désigner l'ensemble des personnes et des institutions qui se reconnaissent dans les thèses défendues par le GIEC et qui ne manifestent ni intérêt ni sympathie pour tout ce qui pourrait s'y opposer. Si elle appartient au même champ sémantique que « soumission », « allégeance » ou encore « asservissement », cette locution en revêt toutefois, dans mon acception, une force moindre. **Cette nuance terminologique permet de préciser que le GIEC n'est pas responsable de toutes les bêtises que l'on dit en son nom.**

argument métaphysico-rhétorique, qui n'est que la mesure de notre ignorance : la *variabilité interne ou naturelle*. On la verra apparaître dans ses propres textes (voir plus bas).

On pourrait dire que la variabilité interne – à laquelle j'ai consacré une partie de la *Lettre d'information 5* – est ce que ferait la Terre si nous ne l'encombrions pas de notre présence, plus précisément, ce qu'elle faisait avant l'avènement de l'industrie humaine moderne. Un argument parfaitement admissible lorsque l'on a la probité de reconnaître le vide de son contenu. Et que l'on accepte de le voir utilisé par d'autres façons de penser.

■ Le GIEC et les événements extrêmes

Dans son rapport de 2012 sur les événements extrêmes⁸, le GIEC reconnaît, honnêtement et sans détour, les incertitudes de ses projections et les limites de la confiance que l'on peut accorder à ses prédictions. Mais loin de se ranger sagement derrière ces réserves officielles, les milieux de l'obédience giécienne passent ça sous silence. Le dogme est si puissant que les croyants ne lui font plus confiance lorsque lui-même reconnaît que le réel peut être en désaccord avec ses prédictions.

Ainsi, dans ce rapport de 2012 sur les événements extrêmes, on trouve ceci (paragraphe 3.2.3.2), sous le titre « Sources d'incertitudes dans les projections de changement climatique » : « Des incertitudes dans les projections sur le changement climatique apparaissent à chaque étape de leur préparation (...). Ainsi, des incertitudes dans l'estimation du "vrai" signal de changement du climat sont introduites par deux erreurs, par la représentation modélisée du système terrestre et par la **variabilité climatique interne**. »

■ Disparition de la neige

David Viner, qui fut l'un des responsables de la CRU (Climatic Research Unit)⁹, affirmait¹⁰ en 2000 : « **Les chutes de neige hivernales seront devenues un événement très rare et très excitant** [...]. Les enfants ne sauront tout simplement plus ce qu'est la neige. »

Confrontons ces prophéties à la Nostradamus avec la réalité.

On lit dans le quotidien *24 Heures* du 16 mars 2015, sous le titre « Boston a croulé sous 2,75 m de neige cet hiver » : « Le service météorologique national (NWS) a indiqué que la ville américaine de Boston, dans le nord-est des États-Unis, a établi cet hiver **un nouveau record d'enneigement après avoir subi les assauts de plusieurs grosses tempêtes de neige. Le précédent record datait de l'hiver 1995-1996.** »

10 minutes (15 janvier 2019, 13 h 36) « Du coup, dans certains endroits, on enregistre désormais cinq mètres d'or blanc, du jamais vu. (...) C'est extraordinaire », souligne MeteoNews.

La Chaîne Météo (16 janvier 2019, 11 h 41) « Certaines stations autrichiennes des Alpes et du Tyrol sont recouvertes de plus de 2 mètres de neige. Ailleurs, on relève même 4 mètres de hauteur de neige ! L'Autriche et plus globalement l'Europe centrale et de l'est, ont subi depuis plus d'une semaine une offensive hivernale et neigeuse majeure. »

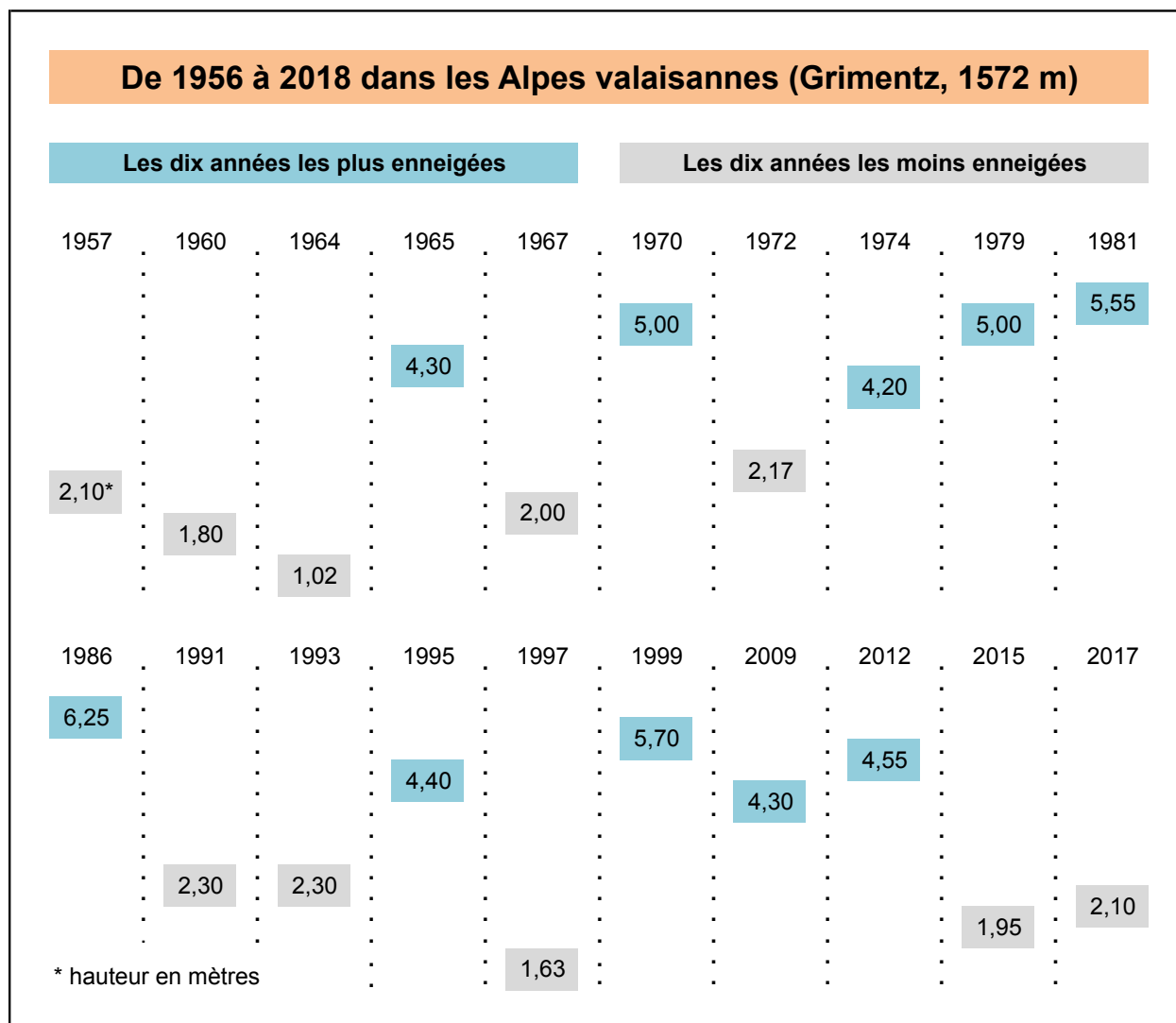
Dans certaines régions, deux fois plus de neige que d'habitude. Et ces pauvres enfants qui ne verront plus la neige ! (Voir aussi l'annexe page 17)

8 *Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation. Special Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, New York, 2012, p. 130.

9 Unité qui dépend de l'Université d'East Anglia, centre névralgique de la climatologie officielle, qui fut le siège de l'un ou l'autre scandale (voir mon livre p. 187).

10 *The Independent*, 20 mars 2000, cité dans Prud'Homme 2015, p. 143.

Quid des Alpes valaisannes ? Je dispose des chiffres précis sur la quantité des chutes de neige par année à Grimentz (1572 m) depuis 1956, mesures officielles¹¹. Comme indiqué dans mon livre (p. 210) j'ai classé ces années par groupes de cinq. Ce qui nous donne douze groupes. Si on considère des paquets de dix ans, on a pour la période 1957-1966, 29 mètres, et pour la période 2007-2016, 33,30 mètres. Il a donc davantage neigé là-haut entre 2007 et 2016 qu'entre 1957 et 1966 (voir d'autres chiffres dans l'encadré). Avant de s'installer dans la psychose, les milieux touristiques valaisans auraient tout intérêt à se pencher sur la réalité des chiffres. Mais c'est le propre des systèmes à caractère idéologique de glisser sur les faits, qui ne prennent de l'importance que dans la mesure où ils confirment la doctrine.



11 Je dois ces informations à Paul Massy de Grimentz, qui procède à ces mesures à la suite de son père.

■ Du jamais vu ? Et l'année 1540 alors ?

Citant deux chercheurs (Christian Pfister et Olivier Wetter) du Centre Oeschger pour la recherche sur les changements climatiques de l'Université de Berne, Christine Talos écrivait dans le quotidien *24 Heures* (4 juillet 2014) : « On croyait jusqu'ici que l'été le plus chaud qu'ait connu la Suisse était celui de 2003. Tout faux ! Celui de 1540 était dix fois pire. » Christine Talos poursuit : « Du coup, selon cette étude, **l'année 2003, que l'on pensait être l'année la plus chaude jamais mesurée dans l'ère moderne, fait presque pâle figure.** Sur 2 à 3 millions de km², l'Europe de 1540 a connu des mois de sécheresse. C'est sans doute la plus grosse catastrophe naturelle qu'ait connue le continent de mémoire d'homme. Cette année-là, les derniers jours de pluie ont eu lieu début mars. Puis, plus une goutte jusqu'à la fin de l'année. »

Mon propos ici vise une stratégie quasi canonisée par l'obédience giécienne. Elle consiste à recourir à la formule « du jamais vu »¹², à chaque fois que survient un événement météorologique un tant soit peu particulier et dont la mémoire¹³ n'a pas retenu les occurrences passées.

■ Énergies fossiles, réserves mondiales

Entre 1985 et 2015, les réserves mondiales de pétrole ont augmenté de 800 à 1700 Mt, celles du gaz ont passé de 84 à 187. (Source : *BP Statistical Review of the World Energy* 2016). Prud'Homme, à qui j'emprunte ces données, commente (2017, p. 43) : « L'argument de la raréfaction des combustibles fossiles qui rendrait impérieux leur remplacement immédiat par des renouvelables apparaît donc comme mal fondé. »

■ « L'Arabie saoudite se lance dans le nucléaire »

(*Le Figaro*, 7 novembre 2018, p. 24) « **L'Arabie saoudite se lance dans le nucléaire.** Le prince héritier a posé la première pierre d'un réacteur destiné à la recherche. » On lit, sous la plume d'Armelle Bohineust : « Le premier exportateur de pétrole du monde table aussi sur le nucléaire. Ryad projette de construire 17 réacteurs d'ici à vingt ans (...) investissement évalué à plus de 80 milliards de dollars, qui augmenterait sa capacité énergétique d'environ 17,6 gigawatts¹⁴. »

■ Les États du Golfe et le Protocole de Kyoto¹⁵

On lit dans l'ouvrage de Ian Plimer cité plus haut (p. 472) : « Le Protocole de Kyoto classe les États du Golfe parmi les pays en développement, si bien qu'ils ne sont soumis à aucune obligation de réduire les émissions de CO₂. Ils peuvent produire un mégawattheure d'électricité en utilisant du charbon australien pour 17,49 USD (au taux de mi-2008). En recourant à des produits pétroliers locaux, ils peuvent générer un mégawattheure [un million] d'électricité en utilisant leur propre gaz (41,34 USD) ou du pétrole (79,50 USD). »

Des poids et des mesures !

12 Voir mes *Lettres d'information* 6, p. 2 et 7, pages 1, 7 et 8.

13 Voir *Lettre* 8, pp. 4-5.

14 Un giga signifie 10⁹ milliards. 17,6 gigawatts sont en gros équivalents à la production de plusieurs « Grande Dixence ».

15 Le Protocole de Kyoto est un accord international sur la diminution des gaz à effet de serre. Il a été signé en 1997 lors de la 3^e conférence des parties (COP3). Il est entré en vigueur le 16 février 2005.

■ « L'idylle de la Chine avec le nucléaire »

(*Le Temps*, 7 janvier 2019, p. 5) « L'idylle de la Chine avec le nucléaire »¹⁶. Voici des informations tirées de cet article, signé Julie Zaugg. La récente flambée des prix de l'uranium – hausse de 41% – provient de la **Chine, qui attache une grande importance au nucléaire**. En **2018**, le pays compte **neuf nouveaux réacteurs**, avec actuellement un total de quarante-six, et une **douzaine en construction**. La **France** en compte **cinquante-huit**. La Chine a d'abord acheté des réacteurs aux USA, à la France, au Canada ou à la Russie. **Elle a ensuite développé ses propres compétences en la matière jusqu'à devenir indépendante**. Aujourd'hui, le nucléaire compte pour 3,9% dans la part de sa production d'énergie, **70% pour le charbon**, dont l'extraction occupe des millions de mineurs.

Alors que certaines nations occidentales, dont la Suisse, visent à bannir le nucléaire, la Chine, qui nous a emprunté toute la science et la technique nécessaires, s'établit en expert. Elle commence à exporter son savoir, **construit des centrales** au Pakistan, prochainement « en Algérie, Argentine, Soudan, Kenya, Afrique du Sud, Roumanie, Turquie. »

« Au cours de la période 2004-2014, la consommation d'électricité a augmenté de 34% en Russie, de 37% au Brésil, de 41% en Inde, et de plus de 300% en Chine. »¹⁷ De surcroît, « l'Inde, la Chine et d'autres pays ont réussi à faire accepter lors de la COP21 qu'ils *continueront à augmenter* leurs émissions jusqu'en 2030 ». ¹⁸ **Alors que la petite Suisse s'escrimerait à réduire encore sa minuscule contribution aux émissions de CO₂, ce n'est pas sérieux !**

Un paradoxe qui retiendra notre attention. La Chine a signé les Accords de Paris et se porte volontiers en championne de la lutte contre le réchauffement climatique. Elle continue pourtant à développer son nucléaire et ses centrales thermiques. Je risque une hypothèse pour tenter de vider le paradoxe. Cette hypothèse demande quelques explications préliminaires qui, au demeurant, présentent un intérêt général pour toutes les questions relatives à la transition énergétique¹⁹.

■ Un bouleversement géopolitique

La réalité matérielle de notre monde est construite à partir de 92 éléments, qualifiés de simples parce qu'ils sont indécomposables. On les numérote en fonction de leur « poids » (atomique). Du plus léger, l'hydrogène, au plus lourd, l'uranium ; parmi eux : le carbone, l'oxygène, le fer, etc. Parmi eux également, dix-sept éléments, qu'on a appelé les « terres rares » (une partie d'entre elles portent les numéros atomiques de 57 à 69). Longtemps négligées du fait de leur maigre utilité, les terres rares ont connu une grande et durable vogue à cause de leur emploi dans la transition énergétique comme dans le développement du numérique, où elles sont devenues indispensables. Omniprésentes dans les éoliennes et dans le photovoltaïque, elles sont un constituant central des électro-aimants (principalement le néodyme, numéro 60, et le samarium, numéro 62) qu'on nomme pour cette raison « aimants de terre rare » et qui font tourner les moteurs. « A puissance égale, un aimant de terres rares est cent fois plus petit qu'un aimant de ferrite. » (Pitron, p. 144)

16 Pour toute cette question, voir Marc Hibbs, *The Future of Nuclear Power in China*, Carnegie Endowment for International Peace, 2018.

17 Rémy Prud'Homme, *Le Mythe des énergies renouvelables – Quand on aime, on ne compte pas*, L'Artilleur, Paris, 2017, p. 31.

18 François Gervais, *L'Urgence climatique est un leurre*, L'Artilleur, Paris, 2018, p. 43. Une somme !

19 On peut se persuader de ce qui suit en lisant le très remarquable livre de Guillaume Piron, *La guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique*, Payot, 2018.

L'économie et l'écologie des terres rares posent différents problèmes, plus préoccupants les uns que les autres. Tout d'abord ce sont des mines chinoises que proviennent la majorité de ces terres. **Ce quasi-monopole de l'Empire du Milieu rend l'Occident vulnérable**, soit dépendant du bon vouloir de la Chine en matière de transition énergétique. Comme l'écrit Pitron (p. 181) : « En faisant le pari des énergies renouvelables, Pékin a donc précipité l'abolition d'un ordre industriel, fondé sur les ressources fossiles dans lequel l'Occident excellait, au profit d'un nouveau système énergétique où ce dernier accumule déjà les retards. »

En deuxième lieu, les « terres rares » sont... rares. Il s'agit de métaux que l'on trouve dans la nature amalgamés en très petite proportion à d'autres métaux très communs. Les procédés de séparation et de purification demandent beaucoup d'énergie et plusieurs réactifs chimiques. A quoi s'ajoute le fait que (Pitron, p. 44) « la purification de chaque tonne de terres rares requiert l'utilisation d'au moins 200 mètres cubes d'une eau qui, au passage, va se charger d'acides et de métaux lourds. »

Ces considérations fournissent peut-être la clé de notre paradoxe. Le nouvel ordre géopolitique qui s'établit autour de l'économie des terres rares, faisant de l'Occident un otage économique de la Chine, a besoin pour s'installer que nous soyons pleinement dans les rets de la transition énergétique. Ayant jeté par-dessus bord nos anciennes sources d'énergie, il nous reste à accepter sans conditions les volontés chinoises. Dans ce contexte, souscrire aux Accords de Paris, et les encourager, serait pour la Chine une élémentaire manœuvre commerciale. En prenant ses distances avec les Accords de Paris, elle porterait un coup dur aux programmes de transition énergétique et perdrait ainsi l'emprise qu'elle a aujourd'hui sur l'Occident grâce à son monopole. Et le fin du fin, c'est qu'elle a obtenu, pour signer lesdits Accords qui visent à restreindre nos sources d'énergies, **de pouvoir continuer comme si de rien n'était !**

Si notre politique énergétique ne change pas de cap, il reste à conseiller aux générations qui viennent d'apprendre en priorité le chinois.

■ « Les États-Unis freinent sur la voiture électrique »

C'est sous ce titre qu'Emmanuel Egloff rend compte dans *Le Figaro* (14 janvier 2019, p. 24) de la situation actuelle de l'automobile aux États-Unis. Voici quelques extraits de cet article : « Le marché de l'électrique reste très petit, à peine plus de 2% des ventes (...). Seuls quatre modèles "électrifiés" ont dépassé les 25 000 ventes l'an dernier. (...) Les voitures électriques des géants locaux, General Motors, Ford ou Fiat Chrysler, sont des échecs. »

Plus loin, sous l'intertitre « Les contraintes en matière de CO₂ ont été levées », on apprend que le gouvernement Trump s'oppose au développement de la voiture électrique. Bertrand Rakoto, un consultant basé à Détroit et cité dans la suite déclare : « On a vu dans tous les pays que **le marché de l'électrique ne parvient pas à se développer sans aides financières**. » Un autre consultant prolonge ce point de vue : les constructeurs américains préfèrent « investir dans les véhicules de grandes dimensions à moteur thermique. »

Ainsi, au-delà des sommes considérables engagées dans le renouvelable (éolienne, photovoltaïque), au-delà des centaines de milliards promis aux pays du tiers-monde, **il faut encore venir en aide à l'automobile par des subsides.**

■ « Nette reprise des émissions de CO₂ en 2018 »

Dans sa rubrique « Sciences », *Le Figaro* du 6 décembre 2018 (p. 13) titre : « Nette reprise des émissions de CO₂ en 2018 ». Quelques extraits de l'article signé Marc Cherki : « Les deux plus gros pollueurs²⁰ au monde, la Chine (26% des émissions mondiales) et les États-Unis (15% du total) suivent un mauvais chemin. Plus précisément, la hausse de 4,7% des émissions attendue en 2018 dans l'Empire du Milieu **est liée à l'usage accru des centrales au charbon**, qui constituent toujours la première source d'énergie du pays, et à une demande en hausse du pétrole (3,6%) et de gaz naturel (17,7%). (...) **En Inde, la hausse attendue (6,3%), est soutenue par l'expansion du charbon (7,1%).** »

Cela n'est pas pour nous étonner : comment des pays qui cherchent à asseoir leur économie se plieraient-ils aux impossibles – et déraisonnables – ukases des pays nantis, nantis au point même qu'ils n'apprécient pas les dangers que ces mesures font courir à leur propre population.

Plus loin dans l'article, on précise que si le Royaume-Uni a tenu ses promesses, l'Allemagne a stagné et la **France a repris le chemin de la hausse (2% en 2017).**

■ Réduction du CO₂ : où en est-on ?

Sous sa rubrique « Sciences », le journal *Le Temps* (11 décembre 2018, p. 12) propose un compte rendu commenté venant de l'ATS et concernant la COP24 tenue à Katowice à fin 2018. Il y est notamment question de l'évaluation des différents pays établie par les instances officielles : « Le *Climate change performance index* montre que **seulement quelques pays ont commencé à mettre en œuvre des stratégies** pour limiter le réchauffement (...) les trois premières places sont vides parce **qu'aucun des 56 pays et l'UE ne remplit l'objectif de limitation du réchauffement à + 2 °C.** »

■ Une perle du WWF Suisse

Remarquant que la Suisse occupe le 9^e rang dans l'évaluation qui précède, le WWF laisse entendre que cette place n'est pas méritée parce qu'elle importe de très nombreux produits « occasionnant des émissions importantes et génère ainsi plus de CO₂ à l'étranger qu'à l'intérieur des frontières. » On croit rêver, ou plutôt cauchemarder. **Ainsi nous devrions noter les détails de fabrication de chaque produit et bannir ceux dont la fabrication émet du CO₂.** Tâche quasiment impossible et de surcroît hypocrite. En jetant le nucléaire, nous acceptons bien de transférer à un pays voisin les dangers dont nous ne voulons pas. Il y a à parier que les historiens de l'avenir verront notre époque comme le temps des interdictions : plus de viande, plus d'enfants, plus de produits carbonés, plus de déplacements, de voyages au long cours, etc.

■ Allemagne : impossibilité de respecter les objectifs de réduction du CO₂

Dans *Le Figaro* (9 octobre 2018, p. 3), Nicolas Barotte écrit : « En Allemagne, des objectifs revus à la baisse ». Sous ce titre, on lit : « (...) l'Allemagne a perdu son statut de bon élève de l'environnement. Le gouvernement d'Angela Merkel a reconnu **qu'il ne pourrait pas respecter ses engagements de diminution des gaz à effet de serre pour 2020.** L'objectif était de réduire le niveau d'émission à 40% par rapport à 1990. L'Allemagne ne parviendra

20 Ainsi l'auteur assimile-t-il le CO₂ à un polluant !

pas à faire mieux que 32%. "Les mesures prises jusqu'à présent ne suffisent pas. Leurs effets avaient été surestimés, a expliqué le ministre de l'environnement " ».

Angela Merkel avait prévenu **qu'il ne serait pas possible de sortir en même temps du nucléaire et du charbon**. « Les centrales thermiques traditionnelles ont continué à tourner à plein régime, portées par la croissance économique du pays (...). »

Sous la plume de Nicolas Barotte, *Le Figaro* du 27 janvier 2019 (p. 22) consacre un article à la fin du charbon en Allemagne. La commission chargée de préparer une sortie des énergies fossiles, vient de rendre son rapport. Le ministre de l'Économie résume la situation. Selon lui, pour sortir du charbon, « Il s'agit de concilier trois impératifs : atteindre nos objectifs climatiques, maintenir des emplois, rendre le prix de l'énergie abordable », au moment où le fossile fournit le tiers de l'énergie allemande. Nicolas Barotte écrit : « Alors que le tournant énergétique de la dernière décennie a fait bondir le prix de l'énergie en Allemagne, la commission s'inquiète du coût supplémentaire d'une sortie du charbon. Elle préconise de protéger les consommateurs et les industriels contre la hausse des prix en abaissant la fiscalité sur l'énergie (...). »

Les horizons s'assombrissent devant cette transition énergétique vers laquelle on était parti la fleur au fusil. « En Allemagne, quelque 20 000 emplois sont encore liés au charbon (...). De son côté, le patronat a évalué de 14 à 54 milliards d'euros le renchérissement de l'énergie en cas de sortie accélérée du charbon. » La ministre verte de l'Environnement a, de son côté, demandé que la commission garantisse cette sortie et ses engagements pour 2030.

Assisterons-nous un jour à une descente de gilets noirs dans les rues ?

L'impossibilité à respecter les engagements de réduction du CO₂ vaut aussi pour la France. Voyons plutôt.

■ France

Difficultés pour le Solaire

Le Figaro titre (8 octobre 2018) : « Le solaire ne tiendra pas ses objectifs en 2018 ». Et en sous-titre : « La France ne raccordera pas un gigawatt supplémentaire cette année, ce qui était l'objectif du gouvernement ».

« La transition écologique risque la panne »

Sous la plume de Frédéric de Monicault, le quotidien *Le Figaro* du 19 janvier 2019 (p. 26) donne d'intéressantes informations sur la situation actuelle de la transition écologique en France. Dans ce pays, la politique énergétique est gérée par la « programmation pluriannuelle de l'énergie » (PPE) ; le rapport qui fixe la ligne de conduite pour la période 2018-2028, n'a toujours pas été publié, malgré l'impatience des milieux concernés. « Pour tenter d'éteindre la crise sociale, le gouvernement a pris aussi des mesures économiques qui sapent directement les fondations de la PPE et rendent son adoption difficile. » On lit plus loin : « Au cours de la décennie à venir, cette programmation prévoit une hausse des soutiens publics aux énergies vertes de l'ordre de 3 milliards d'euros supplémentaires par an. Or, sans nouvelles rentrées fiscales, ce programme peut difficilement être mis en œuvre. »

On a bien lu trois milliards par an, dans un pays qui connaît les difficultés financières que l'on sait ! Pour lutter contre des émissions qui constitueraient au mieux le 0,12% de l'émission mondiale de CO₂ (voir plus bas).

L'article se termine sur une citation de Colette Lewiner (conseillère en matière d'énergie) : « Les événements actuels montrent que les Français refusent de voir la question environnementale peser sur leur budget. (...) Le climat, c'est le long terme, alors que les factures des ménages, c'est la proximité immédiate. En ce sens, la hausse programmée des carburants a constitué la goutte d'eau de trop. »

« La France réduit ses ambitions de baisse d'émissions de CO₂ jusqu'en 2023 »

Voici des extraits d'un article signé M.C., publié dans *Le Figaro* du 1-2 décembre 2018 à sa rubrique « Sciences » et sous le titre indiqué ci-dessus. Un décret de novembre 2015, relatif à la « stratégie nationale bas carbone », fixait les engagements sur la transition énergétique. « Mais le niveau des futures émissions de CO₂ de la France, sur les cinq prochaines années, a été relevé de 6% par rapport aux 399 millions de tonnes de CO₂ qui avaient été promises. » Mais, rassure-t-on, « cette hausse du "budget carbone de la France" ne mettra pas en cause l'engagement volontaire du pays pour 2030, ni même les promesses faites à l'Union européenne pour 2020. » Une experte des questions climat / énergie à la Fondation pour la nature et l'homme, renchérit : « L'objectif de la France dans l'accord de Paris peut rester inchangé, mais à court terme on va tout de même augmenter nos plafonds d'émissions. » De quoi donner le change, les promesses n'engageant que ceux qui les écoutent, comme on le sait bien.

Une cérémonie qui s'apparente au *potlatch*

Dans cette même rubrique « Sciences » publiée par *Le Figaro* du 1-2 décembre 2018 (p. 15), **on apprend qu'une « mobilisation de 100 milliards de dollars pour les pays pauvres » est prévue pour 2020**, et qu'en 2016 l'Europe y était allée de 20 milliards de dollars. il va sans dire, mais aussi en le disant, que pas le moindre de ces dollars servira à améliorer les conditions de vie de ces populations. L'objectif est de « financer leurs actions de lutte contre le changement climatique »²¹. **En termes clairs : de fleurir à coup de milliards le déraisonnable rêve idéologique auquel notre époque est confrontée. Tout cela sur le dos d'une population dont les manifestations des gilets jaunes disent assez la détresse financière.**

La Banque mondiale a annoncé le 3 décembre dernier la constitution d'un fonds d'environ 200 milliards de dollars pour la période 2021-2025 en vue d'aider les pays en développement à lutter contre le changement climatique.

On croirait assister aux cérémonies dites du *potlatch*. Une pratique rituelle qui s'exerçait entre deux clans et qui consistait en des échanges de cadeaux – voire en destruction d'objets – pouvant aller jusqu'à l'épuisement des ressources. L'Occident distribuant à pleines mains des dizaines de milliards de dollars aux pays en voie de développement, lesquels en échange étant censés tarir leurs ressources énergétiques propres (sans jeu de mots). Un phénomène bien analysé par les spécialistes de l'anthropologie culturelle.

21 Les « 100 milliards de dollars par an » sont un engagement des pays développés (Copenhague 2009) afin de « mobiliser, à partir de 2020, des financements publics et privés, y compris de sources innovantes, en faveur des pays en développement pour financer leurs actions de lutte contre le changement climatique. » (Accueil du portail COP21, Accords de Paris).

Sources d'électricité en France

En 2015, les sources d'électricité pour la France s'établissaient ainsi : **Nucléaire, 76%** ; Hydraulique, 11% ; Thermique fossile, 6% ; **Éolien, 4%** ; **Solaire, 1,4%** ; Bioénergie 1,4%. (Source : « Réseau de Transport de l'Électricité. Bilan électrique 2015 », p. 13.²²)

Les renouvelables

« Dans le cas de la **France, la contribution des renouvelables à la réduction du CO₂ mondial ne peut être que dérisoire**. Si [en France] toutes les centrales thermiques étaient remplacées par des installations solaires et éoliennes, les émissions de CO₂ du globe, diminueraient d'environ un millième (exactement 0,12%). »²³ *Much ado about nothing* !

... Que dire alors de la Suisse... La mouche du coche ! ?

Comme le note Prud'Homme en son commentaire, cette fort modeste contribution de la France au CO₂ mondial, « glisse sur tous les agents du système comme l'eau sur le dos d'un canard. Il n'est pas discuté et réfuté, il est simplement ignoré ou écarté. » C'est là une attitude commune à toutes les idéologies.

■ Le nucléaire et la Suisse

En juillet 2017, quarante-cinq notabilités²⁴ du monde de la climatologie et de l'environnementalisme adressaient une supplique au président Macron, lui demandant de défendre l'énergie nucléaire en France. Ce qui nous importe dans cette lettre ouverte ce ne sont pas les raisons invoquées pour cette défense, raisons que nous ne partageons pas. Nous intéresse le fait que des personnalités de cette obédience se portent au secours de l'énergie nucléaire, quand on sait la virulence des attaques qu'elle a subies chez nous en Suisse lors de la votation de 2017²⁵. Le Département concerné, présidé par l'ancienne conseillère fédérale Doris Leuthard, a même refusé la proposition faite par la Commission de procéder à une désaffectation partielle des centrales, ce qu'on nomme la « friche industrielle ».

Nous avons bazaré notre nucléaire, nous perdons notre compétence technique, nous mettons notre destin entre les mains d'un pays étranger, dont nous savons les difficultés. Nous le faisons alors que toutes sortes de pays de par le monde développent, ou installent, le nucléaire. Nous sommes pauvres en matières premières, mais sauvés par notre savoir et nos compétences technico-scientifiques, et nous les mettons à la rue.

Que l'on me comprenne bien. **Une réflexion sur le nucléaire était légitime. Mais il n'y avait pas péril en la demeure.** La sagesse eût voulu que l'on acceptât au moins l'idée d'une friche industrielle.

Pour utiliser une belle formule imaginée par le philosophe Schopenhauer dans un autre contexte : nous nous sommes coupés les deux jambes pour nous donner le plaisir de marcher avec des béquilles !

22 Cité dans Prud'Homme 2017, p. 32.

23 Prud'Homme 2017, p. 45.

24 Parmi ces personnes, James Hansen, qui fut le maître à penser dans la création du GIEC, ou François-Marie Bréon, auteur principal dans la rédaction du 5^e rapport du GIEC.

25 Initiative « Pour la sortie programmée du nucléaire ». Le 21 mai 2017, le 54,2% des citoyens ont accepté la sortie du nucléaire. « La Stratégie énergétique 2050, voulue par le Conseil fédéral, a été acceptée par 58,2% des votants. Le texte veut mettre fin au nucléaire et encourager les énergies vertes. » Une sortie dont le coût a été devisé à 24 milliards de francs.

■ Extraits de la « Lettre des 45 » au président Macron

Voici quelques extraits de la « Lettre des 45 ».

« Nous vous écrivons **en tant que défenseurs de l'environnement, écologistes et climatologues**, (...), nous écrivons aussi pour exprimer notre crainte par rapport à votre décision d'éloigner la France d'une énergie nucléaire qui est propre. (...) »

» Toute réduction de production d'énergie nucléaire française va augmenter la production et la pollution des combustibles fossiles, **étant donné la faible capacité et l'intermittence du soleil et du vent**. En dépit de l'installation de 4% supplémentaires de capacité solaire et de 11% supplémentaires de capacité éolienne, **la production allemande de ces deux sources a diminué respectivement de 3% et 2%, car 2016 n'a pas été aussi ensoleillé et venteux que 2015**. (...) »

» **L'Allemagne a dépensé près de 24 billions d'Euro au-dessus du prix du marché en 2016, pour la production de son énergie renouvelable** au seul tarif de rachat, mais les émissions ont stagné. (...) en dépit de **ses investissements gigantesques dans le renouvelable**, seuls 46% de l'électricité allemande provient de sources énergétiques propres, contre 93% en France. (...) »

» Passer du nucléaire aux combustibles fossiles et au renouvelable nuirait terriblement à l'économie française à trois points de vue : des tarifs d'électricité plus élevés pour les consommateurs et l'industrie, la fin des exportations lucratives d'électricité française et, le plus important peut-être, la destruction du secteur d'exportation nucléaire de la France. (...) »

» Historiquement, le programme nucléaire français a suscité l'envie du monde entier. (...) Pour la France, l'étape nécessaire à venir pour aider à combattre le changement climatique et améliorer la qualité de l'air est l'augmentation de l'électricité propre (...) **Et là, l'énergie nucléaire doit jouer un rôle central**. »

On a bien lu : « **étant donné la faible capacité et l'intermittence du soleil et du vent**. » **Sous la plume de personnes dont l'allégeance au dogme est au-dessus de tout soupçon**. Voilà mises en pleine lumière les **faiblesses du solaire et de l'éolien, 2016 n'a pas été assez ensoleillé et venteux, et patatras ces formes de renouvelables**. Voulons-nous nous vivre à la merci du bon vouloir du vent et du soleil ? Sauter de l'avion sans s'être assuré de posséder un parachute ? Sans compter les « investissements gigantesques dans le renouvelable ».

■ Lutte pour le climat et les libertés individuelles. Le point de vue de « François-Marie Bréon²⁶ »

Dans une interview qu'il a donnée au journal *Libération* le 29 juillet 2018, François-Marie Bréon s'est fait l'auteur de plusieurs déclarations totalement inattendues de la part d'un maître à penser de l'obédience gécienne. Cela nous a grandement réjoui, car elles concernent des points de vue que nous défendons depuis longtemps, du moins dans leur ligne générale.

S'agissant des méthodes de lutte contre le réchauffement climatique, Bréon déclare : « Mais toutes ces mesures ne seraient pas bonnes pour l'économie et seraient clairement impopulaires. **La lutte contre le changement climatique est incompatible avec le tourisme international et de nombreux secteurs économiques. Les mesures qu'il faudrait prendre seront difficilement acceptées. On peut dire que la lutte contre le changement climatique est contraire aux libertés individuelles et donc sans doute avec la démocratie**. »

²⁶ Voir note 24.

François-Marie Bréon pense qu'il « ne faut pas fermer les centrales que l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a considérées comme "sûres". »

Puis une affirmation qui ne doit pas plaire aux inconditionnels défenseurs du renouvelable. A la question du journaliste « Et l'énergie solaire dans tout ça ? », François-Marie Bréon répond en effet, le plus tranquillement du monde : « **C'est de l'argent jeté par les fenêtres. Les panneaux photovoltaïques fournissent peu d'électricité en hiver lorsque la consommation est maximale, et beaucoup en été lorsque la consommation est minimale.** » On a bien lu : un auteur principal d'un rapport du GIEC déclare tout de go que qu'il faut jeter les panneaux photovoltaïques par les fenêtres !

■ Le lobby des énergies alternatives

Pascal Bruckner écrit dans *Le Figaro* (10 décembre 2018, p. 22) : « Autre chantier : repenser la transition énergétique. Fermer des centrales nucléaires sûres pour construire des énergies renouvelables dont l'efficacité n'est pas prouvée et qui renchériront le prix de l'électricité me paraît une aberration. La France a une expertise unique dans le nucléaire, la seule énergie sans gaz à effet de serre. Le lobby des énergies alternatives ne doit pas dicter sa ligne de conduite à l'Élysée ni l'invocation aux générations futures conduire à l'oppression des générations présentes. »

Ce qui vient d'être dit des lobbys relatifs aux énergies alternatives **est valable pour tous les lobbys, qu'ils soient pétroliers, nucléaires, etc.**

La climatologie « officielle » et ses prédictions

Le cœur, ou le noyau dur » de toute la problématique qui nous occupe se trouve dans les **prédictions** diffusées par les milieux de la climatologie officielle. C'est là que réside son fonds de commerce. Si le monde fait cortège aujourd'hui derrière leurs thèses, c'est parce qu'elles contiennent des prédictions, qu'elles présentent comme quasi certaines et établies scientifiquement. Imaginons en effet, que le GIEC cesse de nous dire qu'à l'horizon 2050, voire 2100, la température sera telle et telle, que le niveau des mers sera monté de tant, que les ours polaires auront disparus, que la famille des tortues perdra ses mâles, etc., où serait la légitimité de ses ukases ?

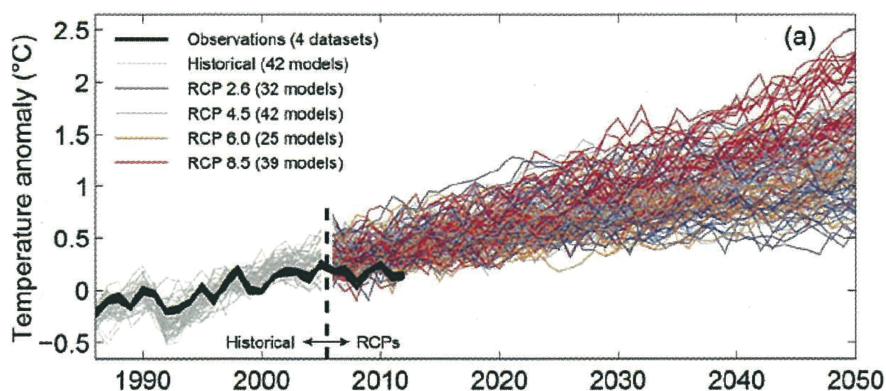
Le problème est que ces prédictions sont fournies par des modèles qui simulent l'avenir, et que ces prédictions ne sont pas fiables, du moins au niveau de précision exigé par l'usage que l'on en veut faire. Les exemples ne manquent pas.

Je rappelle ici celui qui est l'un des plus parlants, et que j'ai traité en détail dans mon livre (pp. 52-60). Une explication préliminaire est nécessaire. Le modèle que l'on va demander à l'ordinateur de traiter travaille sur la base de données que son utilisateur lui fournit. Or c'est là que l'affaire se noue. La réalité que l'on traite est d'une complexité inouïe.

Comme on ne peut pas mettre tout le réel dans une boîte, il s'agit de décider préalablement de ce que l'on va négliger. D'évaluer l'effet de ce que l'on ne sait pas modéliser, comme c'est le cas pour les nuages de basse altitude, si importants pour le climat, ou pour les rayons cosmiques. Ces mesures que nous effectuons et qui sont introduites dans les modèles constituent un autre talon d'Achille pour la prédiction. Ces mesures sont nécessairement entachées d'erreurs, la précision absolue étant impossible. Mais les systèmes de prévisions sont extraordinairement sensibles aux erreurs de mesures²⁷.

Le « Plat de spaghettis »

C'est ce qui explique le fouillis que l'on observe sur la figure suivante, qu'on appelle « le plat de spaghettis ». Cette figure présente le résultat d'un grand nombre de simulations en vue de prédire la température à l'horizon 2050. Chacune des courbes que l'on y voit a été obtenue à partir d'éléments que l'on s'est fixé au point de départ et que je viens de décrire sommairement. A la sortie en 2050, les différences sont considérables. Chacun choisira la courbe qui lui convient, notamment en fonction de ses a priori. Mais il y a plus. En trait gras sur la figure, on lit **les températures réelles et observées de 1987 à 2012**. La comparaison entre les résultats simulés²⁸ sur ces courbes et la réalité des mesures effectuées est saisissante et devrait suffire à clore le débat sur le crédit que l'on peut apporter aux prédictions proposées par les modèles.



27 C'est ce qu'on nomme « la sensibilité aux conditions initiales » (voir mon livre, pp. 58-60).

28 Qu'on appelle aussi des « projections théoriques ».

Petite annexe

Pourquoi ne parle-t-on jamais des records de froid ?

Voici des exemples récents, que l'on aurait pu qualifier de « jamais vu », si l'on avait voulu suivre les mauvais exemples²⁸ !

■ (RTS, modifié le 28 juin 2010 à 11:58) « L'hiver 2008/2009 restera dans les mémoires. Jusqu'ici, il est tombé presque partout sur le Plateau autant de neige que lors de la totalité d'un hiver normal. La Haute-Engadine et le Tessin ont vu des quantités quasi-record descendre du ciel. »

■ (BFM TV.com, 27 décembre 2017) « Les **États-Unis** et le **Canada** sont plongés dans une **vague** de froid depuis deux jours, avec des **températures** records et des **chutes** de **neige** historiques, comme le rapporte le *Chicago Tribune* ce mercredi. En **Amérique du Nord**, les **températures** oscillent entre -20 °C et -35 °C, voire -40 °C sur l'est du **Canada**. » (*Souligné dans l'original*)

■ (MétéoMédia, 23 novembre 2018) « Ce matin, la ville d'Ottawa a failli battre deux records en un ! ... avec l'arrivée d'une dépression venue du sud des États-Unis. ... Le 20 novembre, Fermont a plongé le plus bas dans cette vague de froid provinciale avec -33,6 °C (...). Au moins un record de froid a été battu dans la province chaque jour depuis le 12 novembre, à l'exception du 13. »

■ (RTS, lundi 28 janvier 2019) « Il neige en Suisse, mais rien à voir avec la vague d'air froid qui va déferler sur le Canada et le nord des États-Unis cette semaine. Les services météo annoncent des températures de l'ordre de -30 degrés sur la région des Grand Lacs. Pour trouver des conditions comparables, il faut remonter à 1996.

■ A Chicago, le 29 janvier 2019 : -17 °C ; prévision pour les 30 et 31 : -27 °C ; -19 °C.

■ Montréal. Quelques moyennes : janvier 2014 : -10,2 °C ; janvier 2015 : -11,9 °C ; janvier 2016 : -6,4 °C ; janvier 2017 : -4,7 °C ; janvier 2018 : -10 °C.

A lire tout ça, on pourrait se dire, si on voulait faire du mauvais esprit : *Heureusement qu'il y a eu un réchauffement de 0,7 degrés en cent vingt ans...* Comme quoi, tout est relatif !

28 Tous ces exemples qui suivent sont tirés d'Internet

A propos de la grève des élèves en Suisse pour sauver la Planète

Au plan général, je trouve très bien que les jeunes se penchent sur leur avenir. En particulier, ils ne pourront plus nous reprocher, une fois l'âge adulte atteint, de leur avoir laissé ce monde dont ils auront eux-mêmes dessiné les contours. Ce petit alléluia, il convient de l'assortir d'un bémol.

De quelle source ces jeunes gens tirent-ils leur savoir ? Où nourrissent-ils leurs connaissances ? Force est de répondre que tout ce qu'ils savent provient de la source unilatérale d'une pensée unique. Que savent-ils des centaines d'articles émanant de scientifiques de premier plan ou de leurs multiples livres se rangeant sous une bannière opposée, celle du climato-scepticisme ? Lequel d'entre eux connaît seulement le titre de l'un des très nombreux livres consacrés par ces scientifiques aux thèses dites « climato-réalistes » ?

Ces jeunes, où ont-ils puisé leur savoir ? Dans des cours et des ouvrages, tous formatés dans le même moule ? Dans un pilonnage médiatique lui aussi à sens unique, ne faisant aucune place aux arguments qui s'éloignent du dogme. Nous en savons quelque chose, nous autres dont les nombreux communiqués de presse, les multiples lettres d'information n'ont réveillé aucun écho dans les grands médias, pourtant tous tenus régulièrement informés. Nous en savons quelque chose, nous qui avons vu **mettre au pilori dans la presse**, puis traîné devant les autorités supérieures, **un professeur** d'un établissement romand **qui a eu l'outrecuidance de répondre à un élève l'interrogeant sur la position climato-sceptique**.

Ces élèves ont eu le courage de prendre en main des problèmes qui concernent leur avenir, et il faut les en féliciter. Ils ne sont pas responsables de la sorte d'omerta que leurs professeurs et souvent les milieux de la presse ont installée sur celles des thèses qui ne relèvent pas strictement de la pensée unique dont je parlais. Cette loi du silence, ils n'avaient pas les moyens de la contourner.

Imaginons une cohorte de jeunes, formés dans une école coranique de stricte obédience, descendant dans les rues pour défendre leur religion et leur système politique, à quelque part dans un pays du Moyen-Orient. Que savaient-ils de notre monde et de notre manière de vivre ? Dans une école d'obédience créationniste, où le darwinisme est diabolisé, imaginons des élèves s'en allant par les rues pour défendre leur conviction, que sauraient-ils de ce darwinisme voué aux gémonies ?

Ce n'est peut-être pas la vérité qui les a fait battre le pavé, nos jeunes, non ce n'est peut-être pas la vérité, c'est ce qu'on leur en a dit, sans qu'ils aient la moindre possibilité de connaître l'ensemble du problème. On leur a fait croire que le débat était clos, que la Science avait dit son dernier mot. Une telle affirmation est l'expression d'une croyance qui est totalement étrangère à la pensée scientifique.

Avec mes remerciements à mes amis de l'Association des climato-réalistes pour leur assistance technique. Remerciements aussi à mon ami Gérard Chabbey, correcteur et metteur en page de ces lettres et de mon livre.

Avec mes bonnes salutations

Jean-Claude Pont

jean-claude.pont@unige.ch